Réunion du Fiscal Openness Accelerator Meeting

15 décembre 2020

Compte-rendu de la reunion (materiaux et vidéo sont [ici](http://www.fiscaltransparency.net/foaproject/#toggle-id-11))

Message du directeur du GIFT

Après avoir exprimé sa gratitude pour la participation des parternaires à la réunion et reconnu le soutien du Département d'État américain et du fonds fiduciaire du Partenariat du Gouvernment Ouvert pour la mise en œuvre du Fiscal Openness Accelerator ([projet](http://www.fiscaltransparency.net/foaproject/) d'accélération de la transparence), JPGA a identifié certains des défis liés à la poursuite du projet pendant la pandémie. Il a également exprimé sa confiance dans la résilience et la capacité d'adaptation des conseillers et des partenaires de GIFT pour trouver ensemble de nouveaux moyens de collaboration technique et d'apprentissage par les pairs. Il a expliqué que l'objectif général de la réunion était d'évaluer l'état actuel de la FOA dans chaque pays, afin que l'équipe de coordination IBP/GIFT puisse concevoir des stratégies spécifiques pour la poursuite des activités en 2021.

Les objectifs spécifiques :

* Comprendre les défis auxquels le projet FOA est confronté dans chaque pays,
* Rapport sur les progrès réalisés dans chaque pays (création des groupes consultatifs),
* Discuter des orientations du PEI/DONG pour le choix du mécanisme de participation du public.

JPGA a également expliqué que chaque représentant de pays devait aborder les points suivants :

* Changements dans les équipes de coordination par pays (le cas échéant),
* Principal défi relevé jusqu'à présent et si vous avez identifié une voie à suivre,
* Mise à jour sur la création des groupes consultatifs nationaux,
* Des nouvelles de la mise en œuvre de l'accord sur l'accès à l'information (le cas échéant),
* Attentes pour le projet pour le premier trimestre 2021 (Où allons-nous ? Quelles activités avez-vous prévues ?),
* Attentes concernant le soutien du projet pour le premier trimestre de 2021 (Comment pouvons-nous aider ?).

Bénin

Rodrigue Chaou, directeur général du budget (DGB) du Ministère de l'économie et des finances (MEF) du Bénin, a expliqué que son pays a fait des progrès majeurs dans la mise en œuvre du projet FOA sur deux aspects : assurer que les efforts de transparence aient un impact dans le processus budgétaire, et relever le défi de la mise en place d'un mécanisme de participation. L'équipe de la DGB a présenté le cas (la présentation peut être trouvée [ici](http://www.fiscaltransparency.net/foaproject/)).

1. Il n'y a pas de changement dans l'équipe nationale de coordination : le projet est coordonné par le directeur du MEF-Budget, sous la supervision du directeur de cabinet du MEF, et reste inchangé.

2. Il n'y a pas de changement majeur dans le Groupe Consultatif (GC) - le même qui a été créé en juillet. La DGB Chaou en est responsable, Mireille Codjovi s'occupant du volet transparence et communication et Pierrot Ségo de l'élaboration et de l'exécution du budget (et des efforts de participation du public). Deux OSC sont membres, Social Watch Bénin (Dieudonné Houinssou) et Changement Social Bénin (Ralmeg Gandaho).

Les principaux défis concernent le renforcement de l'engagement des citoyens dans chaque phase du processus budgétaire, avec une analyse des possibilités de développement d'un véritable mécanisme de participation publique. Depuis la première réunion de l'AG, la tâche a consisté à jeter un nouveau regard sur le processus budgétaire du Bénin, en incluant autant que possible l'engagement de la société civile dans chaque phase. Pour le GC, il est essentiel de jeter d'abord un regard neuf sur le processus budgétaire et de comprendre ensuite les possibilités de participation du public. Le GC veut trouver des moyens de s'assurer que les organisations non gouvernementales pourront participer efficacement et influencer le processus, et ne seront pas de simples spectateurs. À ce titre, le GC a défini quelques étapes de la participation du public.

En même temps, le gouvernement du Bénin a mis en place un outil en ligne pour accroître la transparence et la participation. Une description de trois caractéristiques de l'outil a été présentée. La conception d'un outil informatique BousProB assure l'accessibilité aux informations budgétaires et aux activités du cycle budgétaire, des mécanismes d'alerte, d'interaction et de partage des propositions alternatives. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

1. L'outil est développé et accessible sur Internet et peut être téléchargé sur la plupart des appareils en ligne. L'application dispose d'un outil de calendrier fiscal, où les utilisateurs peuvent choisir ce qui les intéresse et peuvent également choisir les alertes qu'ils souhaitent recevoir. Ainsi, les utilisateurs peuvent se tenir au courant du calendrier budgétaire grâce à cette application.
2. La deuxième caractéristique est le service d'assistance - le mécanisme d'engagement des utilisateurs comprend une bibliothèque de documents, avec toutes les données lisibles même sur une application mobile. Il permet aux utilisateurs d'avoir accès à l'ensemble du document budgétaire et de la bibliothèque de l'exercice fiscal. Les utilisateurs peuvent documenter, lire, commenter n'importe lequel des documents budgétaires.
3. La troisième fonctionnalité est le *Newsfeed* - cette section de l'application permet aux utilisateurs de s'informer en temps réel sur les activités qui sont précédemment planifiées. Si l'application suscite de l'intérêt pour certaines activités prévues et que ces événements changent, l'application en informe les utilisateurs. Le MEF prévoit de poursuivre le développement de cet outil en 2021.

Démonstration (Roland Badji) : L'objectif de cette application est de tirer parti de tout ce que la technologie peut offrir, dans le but de rendre le budget plus accessible à tous. L'application permet aux utilisateurs de suivre les caractéristiques et les informations relatives au budget. Elle envoie des notifications, est connectée aux calendriers budgétaires, et envoie et reçoit des mises à jour, améliorant ainsi l'expérience de l'utilisateur. Tous les documents budgétaires publiés sont mis à disposition sur cette application et les utilisateurs peuvent télécharger des documents à partir de l'application. L'option de partage de documents est également disponible.

Le MEF du Bénin prévoit de faire connaître cette application au cours du premier semestre 2021 et de la tester dans le cadre des activités budgétaires de l'exercice 2022. Le gouvernement espère organiser des formations sur l'utilisation de l'outil, collaborer avec les OSC sur les aspects d'accessibilité de cette application et définir également la manière dont l'application peut être utilisée pour encourager la participation du public. Jusqu'à présent, le gouvernement a créé un guide méthodologique secteur par secteur qui permettra d'inviter à la participation sur des questions liées au secteur.

Selon le MEF, les OSC apprennent beaucoup sur les processus budgétaires en ce moment au Bénin. À partir de là, elles créent des mécanismes participatifs publics alternatifs (dirigés par les OSC).

Jusqu'à présent, l'application a développé trois façons de répondre :

* Les questions les plus fréquemment posées seront des réponses automatiques,
* Des vidéos, pour des informations générales sur le public, plutôt un outil éducatif,
* Assurer la maintenance et ajouter de nouvelles fonctionnalités.

Concernant le besoin d'appui des équipes GIFT/IBP au cours du premier trimestre 2021, le MEF souhaiterait un appui technique pour la sélection du mécanisme de participation du public pour la participation du public, un appui financier et logistique pour la vulgarisation de l'outil et un appui financier et logistique pour la formation des acteurs de la société civile, des autorités locales et de l'Exécutif pour la promotion de la participation.

Sénégal

Au nom du Ministère de l'économie et des finances (MEF) du Sénégal, Mor Diouf, secrétaire exécutif du projet de coordination des réformes budgétaires et financières, a présenté brièvement leur situation. Il a informé que le MEF a pris un certain retard dans l'avancement du projet en raison de la pandémie. Cependant, son équipe a poursuivi les consultations tant au niveau interne qu'avec les représentants de la société civile pour la formation du groupe consultatif. On estime que le groupe pourrait être formé au cours du premier trimestre 2021. Le MEF a également continué à explorer les possibilités de participation du public dans le processus budgétaire et continue à s'engager pleinement dans le projet de la FAO, car il permet de tirer des enseignements d'autres expériences, défis et opportunités dans des pays comparables.

Nigeria

Anne Nzegwu, directrice du département de coordination de la réforme et d'amélioration des services du Ministère des finances, du budget et de la planification nationale (MFBP) du Nigeria, a informé que le groupe consultatif a été mis en place et a tenu quelques réunions (en personne et à distance). Le groupe consultatif envisage de se limiter à trois propositions de projets après les vacances. Jusqu'à présent, le Bureau du budget n'a pas été très actif au sein du GC, ce qui a été communiqué à sa direction, qui pourrait envisager de remplacer le représentant. Cela dit, l'Office du budget a été actif dans les activités liées à la transparence dans le projet FOA. Au premier trimestre 2021, l'AG aura un engagement en personne et des réunions pour commencer à élaborer des propositions. Il a l'intention de proposer au MFBP de mettre en place une sorte de forum consultatif pour que les OSC puissent exprimer leurs points de vue. Il faudrait que la question soit identifiée et approuvée par les autorités. Pour l'instant, nous pouvons utiliser tout le soutien technique, financier et logistique de l'IBP/GIFT.

Afrique du Sud

Prudence Cele, du Bureau de la planification des dépenses de l'Office du budget du Trésor national, a expliqué que le groupe consultatif a été mis en place avec 5 membres des OSC et 4 représentants du gouvernement. Jusqu'à présent, toutes les réunions ont eu lieu virtuellement. L'AG a dû faire face à un certain nombre de défis étant donné que la pandémie a frappé au tout début de ce projet et que le Trésor s'est occupé de faire face à l'urgence par des mesures fiscales.

C'était un défi de faire en sorte que tous les membres assistent virtuellement aux réunions, le verrouillage a ajouté des complications, le groupe a quitté les organisations, il a fallu beaucoup de temps pour finaliser les termes de référence. La gestion des attentes du groupe reste un défi constant.

Le groupe s'est surtout intéressé aux différentes dimensions de la participation du public - jusqu'à présent, le Trésor s'est surtout concentré sur la dimension "informer" et moins sur la dimension "consulter", telle que vue à travers le spectre de la participation. Nous avons appris qu'avec la participation existante, les gens n'ont pas vu les résultats et les communautés ne se sentent pas habilitées par le processus. Le GC s'est concentré sur le partage d'informations sur les différents forums de participation existants et sur la façon dont ils étaient limités dans la mesure où les contributions des citoyens n'étaient pas vraiment prises en compte.

Grâce à des délibérations dans le cadre de réunions virtuelles et de consultations en ligne, le groupe est parvenu à trois propositions :

Champ d'application des auditions prébudgétaires : Les membres du groupe consultatif ont discuté du pilotage des auditions pré-budgétaires autour du processus de la déclaration de politique budgétaire à moyen terme, qui a lieu vers mai et juin de chaque année. Les avantages sont que ce processus se déroule au sein du Trésor, mais il peut rester exclusif pour ceux qui comprennent la politique budgétaire.

La deuxième option se concentrerait sur le partenariat existant entre le Département de suivi et d'évaluation des performances (DPME) et les départements de prestation de services pour développer le modèle de suivi communautaire (CBM), et pour piloter l'intégration du rapport de suivi dans le processus budgétaire. L'espoir est que cela permettrait d'allouer des fonds en connaissance de cause, en fonction des performances et des réactions des bénéficiaires. Les avantages sont qu'il y a déjà une adhésion à cette méthodologie, nous n'aurons peut-être pas besoin d'une stratégie de marketing massive pour faire participer les gens, mais cela nous amènera au-delà du Trésor et nous n'aurons peut-être pas le contrôle total.

Les examens des dépenses de performance (PER), menés par le Centre de conseil technique du gouvernement. Dans le cadre de ce projet, un pilote potentiel pourrait être l'introduction de l'aspect de l'engagement des citoyens dans le processus. (par exemple par le biais d'un indice de satisfaction ou d'une analyse de la politique extérieure) et l'intégration des résultats dans le processus de planification budgétaire. Certains des inconvénients sont que cela pourrait être trop technique pour que les citoyens puissent le comprendre.

Libéria

Le représentant du ministère des finances du Liberia était en déplacement le 18 décembre pendant la réunion et n'a pas pu y assister. Mais il a fait part au directeur de GIFT de sa volonté de donner suite en janvier aux réunions et activités convenues.

Prochaines étapes

Les participants à la réunion ont convenu qu'en janvier 2021, des réunions bilatérales individuelles se tiendraient entre chaque groupe consultatif et l'équipe GIFT/IBP afin de déterminer les modalités de soutien au cours du premier trimestre de l'année. Cela comprendrait un calendrier pour l'élaboration et la mise en œuvre du mécanisme de participation du public dans chaque pays et la programmation, si nécessaire, de l'organisation d'un atelier de travail/réflexion de co-création à la fin du mois de janvier ou pendant les deux premières semaines de février, facilité par l'équipe de coordination GIFT/IBP peut faciliter.

Cet échange comprendra la révision des notes d'orientation sur la co-création de mécanismes de participation publique dans les politiques fiscales (fournies en décembre), avec des considérations générales sur la participation publique dans les politiques fiscales et des idées spécifiques pour choisir un mécanisme de participation publique basé sur les expériences de GIFT, et les modèles de projet pour s'assurer que toutes les informations nécessaires sur le(s) projet(s) et le processus de développement sont bien documentées.